

*Questions orales***LE PARTI RÉFORMISTE DU CANADA**

**M. Benno Friesen (Surrey—White Rock—Langley—Sud):** Monsieur le Président, le chef du Parti réformiste, en Colombie-Britannique, assure vouloir présenter des candidats aux prochaines élections provinciales. Le chef du Parti réformiste du Canada prétend qu'il n'a pas le droit de le faire. Le chef du Parti réformiste en Colombie-Britannique se demande pourquoi un homme qui habite de l'autre côté des montagnes, en Alberta, viendrait dire aux gens de la Colombie-Britannique comment ils doivent faire les choses?

D'ailleurs, de quel droit l'exécutif d'un parti ou 500 délégués à un congrès diraient-ils aux gens de la Colombie-Britannique ce qu'ils peuvent faire?

Il existe une solution à cette question. Les intéressés n'ont qu'à tenir un référendum parmi les membres de leur parti. Après tout, n'est-ce pas la solution qu'ils préconisent pour tous les Canadiens? Ce qui vaut pour les Canadiens en général devrait valoir également pour ce parti, non? Cette solution pose un problème. Elle pourrait faire perdre à Preston Manning son emprise de fer sur le parti ou elle pourrait forcer le parti à pratiquer ce qu'il prêche, un exercice qu'il trouverait passablement pénible.

**QUESTIONS ORALES**

[Traduction]

**L'ENVIRONNEMENT**

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, dans un discours qu'il prononçait à Ottawa, le ministre est finalement venu très près d'utiliser le mot fatidique commençant par la lettre R. Il a parlé de «la possibilité d'un deuxième trimestre de croissance négative», ce que tout le monde appelle une récession.

Il y a tout juste quelques minutes, la Banque du Canada a annoncé qu'elle relevait son taux d'escompte. Aujourd'hui, témoignant devant un comité, le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré qu'il — et cela veut dire le gouvernement — maintenait sa politique de taux d'intérêt, mais il n'a pas reconnu que cette politique provoquait des fermetures d'usines et des pertes d'emplois.

Pourquoi le ministre des Finances n'admet-il pas que sa politique est la cause de la récession que nous traver-

sons actuellement, la première récession d'origine canadienne? Pourquoi ne veut-il pas admettre, comme tout le monde, que nous sommes en pleine récession et qu'il lui faut renoncer à sa politique avant qu'elle nuise davantage aux travailleurs canadiens et à nos collectivités?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je pense que les Canadiens prendraient le chef de l'opposition plus au sérieux s'il reconnaissait qu'en bloquant des projets de loi financiers très importants, le Sénat nuit au pays.

**M. Milliken:** C'est faux!

**M. Wilson (Etobicoke—Centre):** Le député dit que c'est faux. Il devrait prendre connaissance des déclarations du Conseil économique et d'autres organismes qui soutiennent que si nous ne parvenons pas à réduire notre déficit. . . Pour être plus précis, qui soutiennent qu'il nous faut réduire notre déficit pour pouvoir abaisser les taux d'intérêt.

Le député souhaite des taux d'intérêt plus bas. Pourquoi lui et les autres députés de son groupe parlementaire, notamment le député de LaSalle—Émard, disent-ils aux sénateurs de continuer leur travail, de bloquer les projets de loi financiers et de ne pas permettre l'adoption de ces projets de loi qui contribueraient à réduire le déficit? Ce sont exactement les projets de loi qu'il faut mettre en oeuvre, comme le disaient la semaine dernière les organismes du milieu économique, pour que le gouvernement réussisse à réduire son déficit, ce qui enlèverait des pressions sur les taux d'intérêt. Si le chef de l'opposition était honnête avec lui-même, il admettrait que j'ai raison.

**L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, le ministre des Finances tente désespérément, mais sans succès, de blâmer tout le monde sauf lui-même et son gouvernement pour le fouillis dans lequel nous nous trouvons.

Dans son discours d'hier, il a essayé de blâmer la crise du golfe Persique et même les travailleurs canadiens qui sont les victimes de ses politiques pour le fouillis économique actuel.

Le ministre devrait savoir que des mois avant la crise du Golfe qui a éclaté en août, soit en janvier, nous avons commencé à perdre des emplois dans le secteur manufacturier. D'après Statistique Canada, nous en avons perdu 160 000 depuis le début de l'année. Ainsi, au lieu de chercher des coupables ailleurs, le ministre devrait commencer par se regarder dans le miroir et reconnaître ses torts. Il devrait avoir honte.